



Contre l'Etat qui nous prend à la gorge GRÈVE DES URNES?... CE QUE nous sommes ...GRÈVE DE L'IMPOT?

La guerre qui vient

Mais qui sera "l'ennemi"?

NOUS aurons la guerre avant Noël. C'est l'avis imprudemment exprimé de M. Coste-Floret, de M. Jacquot, de M. Lacoste, et de M. Rofors, tous quatre ministres du Cabinet Ramadier. (Voir France-Dimanche, 28 septembre 1947).

Et tous de nous assurer qu'il ne manque pas un bouton de guêtre à l'armée, à la marine, à la production et à la propagande française. La seule chose qu'ils n'aient pas osé faire, c'est de nous dire contre qui « nous » nous battons.

C'est la une lacune qu'il importe de combler.

Mais d'abord que savent-ils de la guerre et de la paix, ces petits politiciens de quatre sous qui veulent nous faire jouer aux petits soldats ? Leurs Hautes Excellences Truman et Staline ont-ils daigné leur faire des confidences ? Les impénétrables secrets des préparatifs atomiques de New-Mexico ou de l'Oural n'auraient-ils plus de secrets pour eux ? Ou bien ont-ils lu cela dans le marc de café ? Ou bien encore n'ont-ils pour but que de provoquer ce réflexe panique de soumission aux chefs devant le danger qui leur assurera de « bonnes élections » ?

Nous avions, pour nous secouer périodiquement, les scandales ; à raison de deux par vingt-quatre heures, l'opinion en est blasée. Puis vinrent les complots. Plans Bleus des choux, incendies de récoltes par les P.C., et autres rocamboles — mais il n'y a plus que les abusés par l'« Humanité » qui ne haussent point les épaules. Alors Ramadier a fait mieux : il nous a pronostiqué l'effacement de la banquette et la famine ; l'opinion a faiblement résisté, puis s'est détournée vers le festival de Cannes ou les exploits de M. Jany, pour galvaniser ce cadavre, le public, on lui

parle donc de guerre immédiate ; quelques femmes naïves se sont évanouies en ouvrant leur journal — leur mari les en console : « Bah ! qui sait, et qu'est-ce qu'on y peut ? »

Le plus fort est ce que tout cela est peut-être vrai : Tous les scandales, les complots, la banqueroute, la famine et la guerre. Seulement, nos gouvernants n'en savent rien, et nous-mêmes n'en savons rien, sinon ce que leur police veut bien nous apprendre dans le dessin de nous aveugler et nous propager. Si bien qu'on finit par approuver presque l'insensibilité ataxique du Français moyen, qui ferme son journal, coupe la radio et qui s'en fout.

Les scandales ? Y en a-t-il vraiment un seul qui ait tiré au clair un des mystères inexpliqués au milieu desquels nous marchons en aveugles ? Les complots ? On se doute bien que les vrais sont ceux dont on ne parlera pas ! La banqueroute dévaluatoire ? Ou serait le « secret des Dieux », si elle devait éclater dans des circonstances prévisibles par ceux qu'il s'agit de détrousser subitement ? Quant à la disette qui nous fera crever de faim cet hiver, le Gouvernement nous avait bien annoncé l'hiver dernier que nous créverions d'abondance et il n'en a rien été.

Et aujourd'hui, on nous dit que la guerre est pour dans trois mois ! Mais à trois jours des hostilités, en août 1939, MM. Daladier et Blum ne savaient pas encore ce que ferait la Russie, ou plutôt ils étaient sûrs d'être à ses côtés en barbant à Hitler le chemin de Dantzig. Or Molotov avait déjà signé avec Ribbentrop le partage de la Pologne ; la guerre pour Dantzig n'avait plus de raison d'être ; il n'y avait plus qu'à laisser l'aigle et l'ours de leur voisin, puis se prendre à la gorge après cette curée chaude et s'entre-gorger mutuellement dans les steppes eurasiatiques. Seulement, grâce à la sottise des hommes d'Etat, c'est toujours l'absurde qui survient.

Et « nous » sommes partis en guerre, sans le vouloir, sans le savoir, au moment où « notre intervention », qui ne pouvait sauver personne, n'avait plus d'autre effet que de prolonger l'antique germano-russe et de faire déferler entre les océans, c'étaient pour les premiers socialistes allemands, abandonnant momentanément le chemin de l'Ukraine. Sans doute, il y avait, à cette incommensurable stupidité apparente des puissances occidentales, quelques raisons saines dites occidentales, quelques raisons

nous échappaient encore et échappaient certainement aux social-magiciens, aux abstinomathes et aux incapables qui tenaient alors dans les conseils de l'Etat français le rôle méro qui remplissent aujourd'hui MM. Ramadier, Bidault et consorts.

De quoi s'agit-il à l'heure présente ? De la transformation de l'O.N.U., adossée et immobilisée par la Russie, en organisme susceptible de lui imposer son autorité, ou d'organiser contre elle la fameuse ligue des nations civilisées, de wilsonienne mémoire.

De quoi s'agit-il encore ? De l'enjeu allemand, danois, bulgare, serbe, dinave, turc, persan, indien, chinois, africain, etc. Au moment où se cristallisent les nouvelles alliances, en vue d'une paix hémisphérique effrayante ou pour une guerre immédiatement dévastatrice, il s'agit de savoir de quel potentiel humain, technique et géographique disposera chacun des deux blocs et où s'établira la ligne de démarcation, cette ligne imaginaire à l'ouest de laquelle « communisme » stalinien sera prescrit comme trahison, à l'est de laquelle il sera imposé sous peine de mort.

Y aura-t-il tuerie ou négociation ? La seule perspective qu'on puisse établir est une évolution du rapport des forces. C'est cette perspective qui nous permettrait d'écrire, en mars 1938, dix-huit mois avant la volte-faite russe, les lignes suivantes que publia « Terre Libre », numéro 50, 8 avril 1938, première page, colonne 4, septième alinéa.

« Une des éventualités les plus probables de la crise générale des Etats est constituée par un rapprochement possible de la Russie et de l'Allemagne aux dépens de la Pologne, chacune des deux puissances réciproquement la frontière de 1914 ; cette combinaison serait accompagnée du désarmement « idéologique » réciproque et de la liquidation de la III^e internationale. »

Chose curieuse, après neuf années de chaos mondial, c'est encore sous les mêmes apparences que se présentent les risques de guerre. La réconciliation du nationalisme allemand et du nationalisme russe, c'est la carte majeure de M. Staline. Pour la jouer, il n'hésiterait pas à sacrifier de nouveau la Pologne, transportée déjà à l'Ouest de ses anciennes frontières et animée d'un nationalisme aigu qui compromet sa vassalisation.

(Suite Page 2)

CE QUE nous sommes

Il apparaît nécessaire, alors que nous sommes à quelques semaines de la tenue de notre Congrès National (le troisième depuis la libération) de rappeler — à l'usage de nos lecteurs, de nos amis, enfin de tous ceux qui suivent avec sympathie nos efforts — quelques vérités premières qui aident à mieux comprendre, à mieux connaître le caractère de notre mouvement.

... NOUS SOMMES EGALITAIRES

D'abord, et avant tout, nous sommes un mouvement profondément EGALITAIRE. La Révolution que nous portons en nous et que les hommes adopteront comme la seule possible pour remédier aux maux actuels vise à l'abolition COMPLÈTEMENT toutes les INÉGALITÉS économiques et sociales. Qu'on nous entende bien : la DIVERSITÉ n'est pas l'ennemie de l'égalité économique. La diversité, la physiologie particulière de l'activité, du travail et de la personnalité de l'individu, sont des choses infiniment respectables dont le caractère LIBERTAIRE de notre formation est le meilleur garant. L'injustice contre laquelle nous lutterons sans faiblesse, et que nous voulons effacer à jamais, ce sont, essentiellement, les différences de conditions d'existence qui résultent des différences de fonctions ou de travaux.

Pour nous toutes les activités qui contribuent à élever les conditions d'existence des hommes ou à assurer leur bien-être sont également louables. S'il nous apparaît nécessaire que l'individu s'oriente vers celle où son goût le pousse, pour laquelle il se sent le plus doué, nous pensons qu'EN AUCUN CAS dans une société évoluée, les particularités d'une profession ne doivent donner à celui qui l'exerce des avantages supérieurs à ceux qui sont le lot des autres producteurs.

ETRE EGALITAIRE, c'est comprendre la nécessité de TOUTES LES ACTIVITÉS, mais c'est également comprendre que leur DIVERSITÉ NECESSAIRE nous impose de nous faire oublier que les hommes qui les exercent ont LES MEMES DROITS d'accès aux félicités qu'elles créent.

... NOUS SOMMES FEDERALISTES

Nous avons dit, nous avons écrit dans ce journal que nous étions des fédéralistes. Aux développements savants qui accompagnent inmanquablement toutes les explications des philosophes en « ISME », nous ne pouvons ajouter quelque chose de simple, mais qui ne prêtant pas à la confusion et nous permettant de nous situer rapidement vis-à-vis des idéologies qui sont opposées à la nôtre.

Le fédéralisme, c'est la loi de l'ASSOCIATION s'opposant à la LOI DU NOMBRE, loi dégagée à l'aide de la méthode dite « démocratique ».

Le fédéralisme, c'est la possibilité d'associer dans une œuvre à finalité commune des hommes envisageant pour atteindre cette finalité des méthodes d'action différentes.

A l'encontre des méthodes dites « démocratiques », qui tendent à faire disparaître toute personnalité chez l'individu pour le plier sous la loi du nombre, sous la loi de la majorité, le système fédéraliste tend à la domination d'une majorité, mais à l'association des DIVERSITÉS.

... NOUS SOMMES REVOLUTIONNAIRES

Ce terme ne signifie pas pour nous l'amour de la violence, et moins encore du carnage, mais la nécessité d'une discontinuité audacieuse entre les formes de pensée et d'action du passé et celle de l'avenir.

Cette transition ne peut être réalisée hors de l'activité destructrice et créatrice des masses. Et c'est pour cela que nous disons que le problème moral est encore et avant tout au même titre que le problème économique, un problème qui ne trouvera sa solution que dans la destruction du système capitaliste.

Enfin si nous savons toute la part importante que tient l'éducation dans la formation de l'homme de demain, nous ne nous faisons pas d'illusions sur les résultats qui peuvent être obtenus dans le cadre d'une société où manquent préalablement les éducateurs.

C'est pour cela que nous disons que, seule la construction d'une société libertaire, EGALITAIRE, FEDERALISTE, permet de nous donner à nous-mêmes l'éducation que nous voulons aux autres, une solution satisfaisante.

Le plan Marshall

Conditions d'indépendance

NOS diplomates parlent et nos diplomates agissent. Ils parlent pour l'opinion publique ; ils agissent suivant les plus féroces impératifs des lobbies impérialistes. Ils parlent pour leururer les sentiments populaires et entretenir le besoin de sécurité illusoire des grandes foules. Ils agissent — il serait plus exact de dire qu'ils subissent — au gré des besoins du capitalisme national et des conditions imposées par les grandes forces économiques et politiques qui se partagent et se disputent à travers le monde, les sources de matières premières, les moyens de production, les masses de main-d'œuvre et les réserves de denrées alimentaires.

Poudre aux yeux, exploitation des mots et de la phraseologie, propagande de conditionnement des masses au blabla humanitaire, d'une part. Exploitation financière, état-major militaire, règle à calcul et prix de revient, d'autre part.

Ainsi Bidault a proclamé la volonté du peuple français de ne pas choisir entre les deux exes impérialistes : U.S.A. et U.R.S.S. Mais, en même temps, ses collaborateurs signaient avec les Seize le plan de mise au pas de l'économie nationale, l'utilisation rationnelle du travail qui pouvait fournir le prolétariat et l'alignement de la politique française en Allemagne sur celle des Anglo-Saxons.

« Nous vous nourrirons et vous prêterons de l'argent », ont dit les fonctionnaires de la Maison Blanche, et les délégués des grandes sociétés industrielles et financières, et les stratèges. En échange nous pourrions vous offrir la sécurité, la prospérité, la fidélité en travaillant plus, en mangeant le moins possible et en vous engageant à marcher avec nous dans la guerre qui vient.

Les diplomates — et tous les hommes d'Etat sont des diplomates — ont traduit cela en jargon politique à l'usage des travailleurs français : « La démocratie américaine luttait contre la famine qui menaçait l'Europe, mais elle demande que les démocraties européennes fassent un effort de leur côté et comprennent la gravité de la situation. Nous sommes solidaires, car nous défendons avec un égal amour les principes de la liberté ».

On imagine aisément ces mêmes diplomates interprétant de même l'alliance franco-soviétique : celle-ci était cimentée : « Nous traversons une période de transformation sociale

qui nécessite l'union de toutes les forces progressistes. Les matières premières de l'Est viendront alimenter les vastes entreprises de transformation de l'Ouest. L'égoïsme retardataire de certaines nations, attachées au système du profit individuel, ne peut présenter un quelconque attrait pour la France, héritière des traditions de 1793 ».

Et la main-d'œuvre française, les divisions françaises, l'outillage français, auraient renforcé le potentiel économique et militaire de l'Union Soviétique, protectrice et animatrice du bloc européen.

En échange de discours, de promesses, de cortèges et de slogans, la population laborieuse se voit donc mise en demeure de choisir entre l'impérialisme soviétique et l'impérialisme yankee. Il lui faudra travailler, limiter ses besoins, se vouer aux prochains carnages, servir d'aliment aux immenses industries de guerre et de rapine montées par Moscou ou Washington.

Et nos diplomates — formés à l'école stalinienne ou jésuitique du mensonge conscient ou mal déguisé des rhétoriques de 48 et 89 — couvrent la vente du matériel humain français sous des boniments d'indépendance nationale, la patrie et la grandeur du pays, aidant à balancer les périodes et favorisant les envolées oratoires.

D'ailleurs ils s'en tiennent prudemment aux généralités inconsistantes. Aucune fraction n'est sûre de l'avenir de sa politique — ni les prosoviétiques, ni les proaméricains. Et pour les Russes comme pour les Yankees, cela n'a du reste aucune importance.

Ces machiavéliques réformistes ou réactionnaires, prometteurs ou rétrogrades s'efforcent d'oublier qu'ils ne sont que des instruments ou des jouets. Et que la France de chair et de sang ne représente qu'un élément minime dans l'extraordinaire complexité de l'équation internationale. La nouvelle géographie des forces politiques fait de nous les tristes habitants d'un champ de tir et de manœuvre, où s'affronteront les stratégies et les techniques, comme dans l'Espagne de 1938-39.

Demain, si Paris se montrait docile aux ordres de la Maison Blanche et de Wall Street, les divisions soviétiques déferleraient jusqu'aux côtes atlantiques. Et le jour suivant, ou l'année suivante, on dirait que les forces américaines n'en débarqueraient

pas moins pour « libérer » une France ruinée.

Que les diplomates choisissent donc la couleur du drapeau qui flottera sur les ruines et les cimetières !

Même si le répit nous est accordé, à la faveur d'un ultime accord entre les producteurs et exportateurs américains et les clients et importateurs russes, nous ne connaîtrons qu'une brève période de marasme et de misère, pendant laquelle le vocabulaire officiel affublera une nouvelle fois de farces violentes le « Visage de la Patrie », de cette vieille coquette qui ne veut pas « désarmer » !

Ces perspectives ne sont pas des vues d'un esprit enclin au pessimisme et aux prédictions catastrophiques. Nul ne peut nier (s'il n'est pas client ou valet des impérialismes en compétition) que la côte atlantique de l'Europe et de l'Afrique est en ce moment l'objet de convoitises comme source de main-d'œuvre et de production, comme territoire stratégique et comme réservoir de combattants. Nul ne peut se refuser à conclure que la France déchue de sa puissance ne sera qu'un enjeu et qu'un champ de bataille.

En fait, et depuis longtemps déjà, la « guerre » y sévit. Que cette guerre ait conservé un caractère politique et qu'elle ne se manifeste encore que par des campagnes d'agitation et des escarmouches entre tenants de l'un ou l'autre impérialisme, cela n'enlève rien à sa signification et à sa gravité. L'indépendance nationale est entrée en France comme en Albanie, en Belgique comme en Bulgarie.

Ce ne sont pas les discours des diplomates qui nous feront oublier cette réalité.

(Suite Page 3)

Paroles oubliées

« Rien de plus triste et de plus inexplicable que le charme qu'exerce encore le suffrage universel sur la généralité de la classe ouvrière. »

« Si, cependant, l'histoire des dernières années a démontré quelque chose, c'est que l'émancipation politique du prolétariat telle qu'elle résulte de son admission au scrutin, est une duperie ; c'est que toute intervention électorale de la classe laborieuse tourne fatalement au profit de son ennemi, la bourgeoisie. »

« ...Qu'en est-il sorti ? L'Assemblée nationale de 1848... la dictature de Cavaignac... la présidence de Louis Bonaparte... l'Empire en 1852... la République conservatrice de 1871. »

« La bourgeoisie était un état-major sans armée. Le suffrage universel lui a fourni cette armée électorale dont elle avait besoin pour se maintenir au pouvoir. »

Jules GUESDE, (Almanach du Peuple pour 1873).

AU TEMPS DU BOULANGISME
« Entre le choléra et la peste, on ne choisit pas ; on n'éprie pas ; on dit non à l'un et non à l'autre. On s'abstient, on l'on jette dans l'urne le mot de Cambronne. »

Jules GUESDE, (Le Cri du Travailleur, 14 avril 1888).

SUR LA PARTICIPATION MINISTÉRIELLE

« Vous avez laissé croire au prolétariat que, par un portefeuille, le socialisme avait réellement conquis le pouvoir, alors que c'est le pouvoir qui l'avait conquis... »

« Vous qui avez cru, par la participation socialiste au gouvernement bourgeois, sauver la forme républicaine, vous prétendez que c'est dans la forme républicaine que se coulera la société socialiste de demain ; savez-vous ce que vous aurez créé ? Le plus grand péril qui ait jamais existé pour l'idée et pour la forme républicaine : dégoûtée de la politique socialiste comme elles se sont dégoûtées de la politique opportuniste et pour les mêmes raisons, les masses laisseront passer le premier sabre venu, comme, après l'avortement dans le sang de juin de la République de 1848, elles ont laissé passer le Deuxième Empire. »

Jules GUESDE, (Discours au Congrès socialiste, 5 décembre 1899).

PORT EUSE DE FLAMBEAUX

QUAND, de la peine des hommes et de la frénésie industrielle, naquit le mouvement ouvrier, les premiers militants se voulaient lucides. Connaître le monde, l'homme, la nature de la société, les lois du capitalisme, le mécanisme des régimes, les règles des relations internationales, c'étaient pour les premiers socialistes la première libération ; l'espoir de dominer un jour l'absurdité des choses, le cordonnier qui discutait Darwin tout en maitenant les semelles, le type qui, au milieu d'un bistrot, parlait de « Force et Matière », le terrassier qui découvrait la poésie avec « Le temps des cerises », pouvaient paraître ridicules aux universalistes. Pourtant, ces ouvriers réalisaient un miracle que ni l'école obligatoire, ni les religions n'avaient pu provoquer : aller à la découverte de leur condition d'homme et décider de la réformer.

Une immense soif de savoir devorait les cercles d'avant-garde. Tout syndicat possédait une bibliothèque. Pour un meunier il y avait dix causeries éducatives. Cela n'allait pas sans bizarreries, ni aventures. A vouloir réformer la société ou l'individu sur la base d'une connaissance évidemment imparfaite de la biologie ou de la sociologie, les sectes et les chapelles se multiplièrent. Le mouvement ouvrier, encore les adversaires du mouvement ouvrier et les esprits qui se disent réalistes ne conservent le souvenir de cette époque que sous ses aspects les plus excentriques : végétariens, nudistes, partisans de la repinte individuelle, détracteurs de colonies communautaires, créateurs d'utopies... Pourtant, avec le recul, quelle richesse d'idées, quelle volonté d'action, quelle audace, quelle pensée découverte-on pas dans ces milieux avides de justice et de liberté ?

Nous souffrons tous d'un faux réalisme, masquant mal la résignation et l'espoir de participer aux bénéfices du régime.

C'est le secret d'être de pouvoir puiser aux profits que le savoir tire de l'ignorance du plus grand nombre et de l'exploitation des muscles sans cerveau, qui fit admettre au socialisme les règles du jeu bourgeois et capitaliste.

L'organisation en vue de la force, la

discipline dans le but de l'efficacité, la distinction entre masses et élites, devaient aboutir à la création de mouvements massifs, mais moutonniers.

Pour respecter les conventions et les rites du capitalisme, pour vénérer les barrières juridiques d'une légalité déjà condamnée dans le cœur des hommes, la lave en fusion de la révolution sociale allait épouser les formes bizarres des moules de papier officiel construits au hasard d'une Histoire désordonnée.

Les faits et les événements, les hystérie collective, les convulsions et les rites sociaux eurent raison — par persuasion ou par force — du bouillonnement prolétarien et du jaillissement inventif des cerveaux prêts à faire table rase du passé.

Aujourd'hui les partis se réclament du socialisme, atteints d'une mortelle sclérose, sont emportés par une réalité qu'ils ne veulent ni connaître ni dompter. La loi communiste, la mystique du démocrate, les espoirs fous en un messianisme asiatique ou atlantique, la croyance en un progrès mécanique, l'illusion des formules, incantatoires sont la rançon de la lâcheté intellectuelle et physique.

A tel point que dans les milieux d'avant-garde il ne reste pas plus d'indépendance ou de souplesse d'idées que dans la loi communiste et romaine et qu'en fait toute notre époque est marquée, en fait des découvertes scientifiques et du raffinement technique par l'esprit religieux, par la démission des volontés et le mépris du raisonnement.

Les mots d'ordre sont impératifs, sonores, répétés, lancinants, abrutissants, plus lancinants, abrutissants et impératifs à mesure que la logique disparaît et que le bon sens s'effondre.

La répétition inlassable d'un même mensonge énorme crée l'évidence ; les contre-vérités imprimées, clamées, radio-diffusées, chuchotées, s'installent avec assurance dans des cerveaux percus de rhumatismes. La méthode de « Mein Kampf » est devenue la méthode universelle.

Les agences de presse ou les statistiques radiophoniques assènent aux masses la vérité du jour, des milliers d'orateurs et de scribouillards servent de gramophones à la thèse de Marshall ou à celle de Vichynski, la seule différence

(Suite Page 2)

"LES JEUX SONT FAITS"

COMMENTANT les récents débats de l'O.N.U., les journaux ont montré empreints d'un affreux pessimisme. L'échec s'affirme à tout moment, sous un jour plus ou moins cru d'évidence. Le destin de l'Europe s'obscurcit encore. Aucun espoir n'éclaire l'horizon. Nulle possibilité de conciliation, d'entente ou de compromis ne semble devoir surgir de la suite des récentes querelles de nos démocraties internationales.

De tels faits doivent-ils nous surprendre ? Et pouvions-nous encore conserver l'espérance de voir régner pacifiquement l'ensemble des problèmes mondiaux au sujet desquels s'interrogent des peuples angossés ? Pourrait-on vraiment croire à une pacification définitive du monde, à l'heure même où les nombreuses délégations de différentes nations se rendaient à Flushing Meadow, non pour s'efforcer d'y jeter les bases inébranlables de la paix future et les premiers jalons d'une vaste coopération internationale, mais bien pour y confronter des divergences irréductibles et y affirmer l'indéniable nécessité de s'aggraver soit à l'un soit à l'autre des deux blocs hostiles ?

En cette histoire le malheur réside dans le fait que les antagonismes ont été « raison », leur raison étant celle des Etats qui n'admettent d'être que leurs intérêts propres — interprétation « sacrée » et infaillible — de ceux des peuples.

Il est été plus charitable d'avertir le public avant l'entrée en scène des délégués : « Ici les jeux sont faits. Dès à présent rien ne va plus ». On a dit et redit qu'il avait été fait un usage abusif du droit de veto. Nous l'admettrons bien volontiers ; mais les instigateurs responsables de ce fiasco ne peuvent être que ceux qui ont véritablement le droit à s'en étonner ? Il semble qu'à cet égard l'expérience avérée de l'ancienne S.D.N. n'était pas seulement symptomatique, mais très riche d'enseignements. Le refus, réglementaire ou non, d'un seul Etat puissant de représenter-t-il pas une victoire quasi-certaine de son intransigence et ne menace-t-il pas toujours l'institution interstatale soit de ruine immédiate, soit de paralysie chronique ?

Quant au système majoritaire, dont on nous rebat les oreilles, il est valable seulement entre égaux, entre gens également faibles, désarmés et de bonne foi, ce que les Etats ne sont point et ne sauront être.

D'ailleurs le nombre lui-même ne suit-il pas, ou n'impose-t-il pas la force injuste ? Tout système fondé sur ces bases sacrées des droits, les mieux démontrées à la volonté prédominante, son autorité constituée alors une manière de super-Etat.

Le rôle de l'O.N.U. semble être de nous préparer — et elle ne saurait sur ce point faillir à la tradition généreuse — de retentissantes scissions, prélude d'une redoutable dislocation finale.

Un an à peine après l'accord de Locarno signé en 1925, Austen Chamberlain pouvait déjà s'écrier devant l'Assemblée de Genève : « Toute tentative de faire diriger le monde par une majorité constituée dans le sein du Conseil aboutirait, dès la première controverse grave, à un effondrement. »

Mêmes causes, mêmes effets. L'O.N.U. demeure vouée à l'impulsion et son effort apparemment conciliateur ne saurait aboutir. Il est donc vain de se leurrer ; les débats n'ont ici d'autre raison d'être et d'autre objet que de justifier les ignominieuses compromissions finales, de camoufler sous les oripeaux de la légalité les actes de force du banditisme impérialiste et d'orienter enfin, vers des desseins inavoués, la conscience embrouillée de millions de cobayes promis à de futures hécatombes.

La paix est-elle encore concevable ? Sans doute. Mais pas en de telles conditions. Il n'appartient qu'aux peuples et aux peuples seuls, d'imposer les événements et d'orienter le destin par la manifestation grandiose de leur capacité réelle à gérer leurs propres affaires.

Mais ceci ne saurait avoir d'autre point de départ que la destruction des bases étatiques désormais condamnées, et l'organisation d'une insurrection générale des individus et des collectivités réelles, base de tout fédéralisme mondial.

Paul RAMUS.

De la guerre

« Je crois, dit en terminant Viviani, que nous allons éviter la guerre... »

« Non ! ce n'est pas à la minute où nous sommes prêts que nous allons renoncer au bénéfice de cette situation », dit M. Poincaré. S'il le faut, nous créerons un incident de frontière. Ce n'est pas la guerre, n'est-ce pas, Monsieur le Ministre de la Guerre ?

Joséph CAILLAUX.

« Aucune mission sacrée, même accomplie au nom de Dieu, ne peut justifier le meurtre d'un homme. »

SEBASTIEN CASTELLION.

« Il faut comprendre que la lutte contre la guerre est en fait toujours à son commencement ; qu'il n'y a rien à attendre de sérieux d'un parti, dans aucun pays ; d'un général on ne doit rien attendre des autres ni se faire dépendants de la conduite de qui que ce soit, mais que la lutte contre la guerre doit être transformée en lutte pour une nouvelle organisation des peuples. La paix n'est pas l'absence de la guerre ; la paix n'est pas une simple négation ; la paix est l'organisation quotidienne de la vie humaine, et elle ne peut exister si elle est plus loin que cela de nous main. »

GUSTAV LANDAUER.

« Les dirigeants ont toujours trop à manger pour qu'ils s'intéressent au problème de la faim autrement que d'une manière platonique. »

ALDOUS HUXLEY.

« La famine, la peste et la guerre sont les trois ingrédients les plus fumeux de ce bas monde. On peut ranger dans la classe de la famine toutes les mauvaises nourritures d'où l'on tire la disette sous forme d'avoir recours pour abréger notre vie, dans l'espérance de la soutenir. »

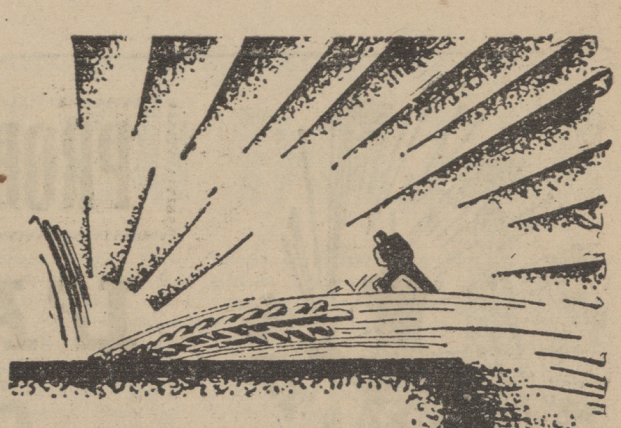
« On comprend dans la peste toutes les maladies contagieuses, qui sont au nombre de deux ou trois mille. Ces deux présents nous viennent de la Providence. Mais la guerre, qui réunit tous ces dons, nous vient de l'imagination de trois ou quatre cents personnes régnantes sur la surface du globe sous le nom de princes ou de ministres ; et c'est peut-être pour cette raison que dans plusieurs siècles on les appelle les images vivantes de la divinité. »

VOLTAIRE.

« Une seule bombe, et sans aucune protection possible, Paris et toute sa banlieue seraient intégralement rasés... »

« Le Gouvernement français vient de passer une commande de 200.000 balonnettes à un industriel de la Haute-Loire. »

« Non à la guerre », numéro spécial d'« Hebdo-Latin », 13, rue Ségulier, Paris.



SYNDICALISME

Hierarchie ou égalité ?

Ce tract mériterait d'être publié intégralement ici, afin que les salariés le connaissent et jugent la façon d'agir de la grande centrale syndicale. En voici deux paragraphes. Il faut le remettre en état de marche : « La hausse des prix et l'établissement de nouvelles appointements des employés, techniciens, agents de maîtrise, cadres et inférieurs ». Plus loin, on insiste en caractère gras pour que soient connues et utilisées les dispositions favorisant les cadres, et en particulier les dispositions relatives au maintien de la hiérarchie des salaires.

Il fut un temps, pas très éloigné, où la C.G.T. combattait la hiérarchisation des travailleurs en castes hostiles. Aujourd'hui, c'est tout le contraire : elle cherche le renforcement de l'incalité. C'est naturel, car Staline a dit : « Le Socialisme, c'est l'inégalité des salaires ».

Pourtant, le prix des beefsteacks est le même pour tous ; qu'un camarade se présente chez son boucher et demande un beefsteak pour manœuvre ; la réponse sera qu'on ne sert pas, cette année-là,

Nous ne disons pas que les « mensuels » doivent être les parents pauvres des travailleurs à la semaine ; mais ils ne doivent pas être les nouveaux privilégiés. Tous égaux pour la croûte ! On nous dira que cette défense particulière des « élites » de la part de la C.G.T. n'est qu'une manœuvre cousue de fil blanc pour capter de nouveaux cotisants et pour apporter ainsi de l'eau au

non parce qu'ils sont trop révolutionnaires, mais c'est qu'ils craignent la baisse de leur prestige et de leurs avantages ; et c'est pour prendre un ascendant sur eux qu'on leur promet le renforcement de la hiérarchie. Mais si le C.G.T. accepte une telle tactique, il se compromet.

duites par tout devaient être distribuées à chacun suivant ses besoins, en supprimant les privilèges du salariat et du patronat. Le syndicalisme combattait alors l'exploitation par l'homme. Chacun, à ses yeux, avait droit au festin de la vie, sans l'oisif volontaire en devait être exclu.

Tout ceci est abandonné par la grande C.G.T. ; et seule la nouvelle centrale, la C.N.T., a repris les anciens mots d'ordre et saura les mener à bonne fin.

Il restait à défendre la classe ouvrière, à écarter la défense des privilèges du salariat, d'un aspect idéologique. C'est que, lorsque ceux-ci auront donné toute leur confiance à la C.G.T., elle tiendra solidement en main toute la classe laborieuse. Et comme elle est, à son

pour, contrôlée par le grand « parti des masses », celui-ci pourra se hisser solidement au pouvoir. On destituera peut-être les deux cents familles : mais il s'en trouvera d'autres, prises parmi les plus en vue de la nouvelle aristocratie politicienne et syndicale, pour recueillir leur autorité et s'emparer de leurs privilèges. Les « trusts » seront appelés « trusts socialistes ». Pour la classe ouvrière qu'y aura-t-il de changé ? Seulement la couleur de la cravache, mais ce seront toujours les mêmes épaules qui recevront les coups. La nationalisation des

meux de production ne fera que permettre aux hommes du parti de se placer à la tête de chaque entreprise, et toute la classe ouvrière sera contrôlée. Ce sera le régime du marché ou crève dans chaque atelier.

La C.N.T. s'élève et s'élèvera toujours contre cet esclavage nouveau style, auquel le prolétariat est destiné par les politiciens et traîtres du vrai syndicalisme.

Et c'est pourquoi, la C.N.T., nous combattons pour la collectivisation directe de tous les moyens de production et pour leur socialisation par les travailleurs légaux et librement associés.

Que tous les salariés conscients viennent grossir nos rangs et nous vaincrons !

FUENSAM.

LA LUTTE CONTRE LE PAIN

LE POUVOIR

la vieille C.G.T., lors de sa création, on admettait deux tendances. Une dite « Gauchiste », subordonnant l'action syndicale à l'action politique du parti pour la prise du pouvoir. Le Parti en question détenait aujourd'hui le pouvoir. Les syndicats y ont leur place subordonnée.

Les travailleurs en connaissent les résultats).

Une autre formation de caractère syndicaliste libérale, la « Fédération des Bourses du Travail », à tradition profondément humanitaire, se refusait à toute action politique. Les militants de l'Action Directe, à l'opposé, considéraient l'Action Directe comme le seul moyen de réaliser la révolution sociale.

Le secrétaire général du U.D., Agostini, des Alpes-Maritimes, en est un adversaire acharné à tout cause : il appartient au Parti National-Communiste. Voici ce qu'il dit dans une interview accordée au journal « Patrie » un titre qui veut tout dire, en date du 4 septembre dernier.

« Nous sommes toujours pour une action de masse », ajoute-t-il par deux fois, « nous sommes toujours pour les actions et les résolutions adversaires de l'action directe. Nous considérons ceux qui appellent à cette action comme de véritables provocateurs ».

« Il est criminel, à notre avis de poursuivre une œuvre de division (sic) en dressant les consommateurs contre les militants ».

« Nous affirmons avec force que le relèvement de la France ne se fera pas en brisant les vitrines ou en renver-

des adhésions ».

— Il sent que M. Andréu a des soucis électoraux. Il m'age sa clientèle commerçants et il n'a que faire de la misère des travailleurs.

— Mais alors pourquoi l'ont-ils désigné à ce poste, où il ne peut que représenter ?

— Et-ce pour que l'association de leurs cotisations serve à régler les frais des affiches électorales ?

— En donnant certaines leçons, les ouvriers n'entendent pas tout décrire, mais rétablir la justice. Ils n'admettent pas les ordres, les fonctions, les syndicats, mais estimant qu'il leur en faut donner tous les jours, ils ont voulu la réquisition syndicale de tous les stocks cachés par les trafiquants et leur distribution par les syndicats à tous les membres de leurs familles.

— Qu'ils viennent donc à la Confédération Nationale du Travail, où l'intérêt général des travailleurs passe avant les soucis électoraux, et qu'ils traitent, comme il se doit, par l'ACTION DIRECTE les problèmes rituels qui ne seront jamais résolus par les Partis. ERNEST CEUDEROY.

~~~~~

**DIMANCHE 26 OCTOBRE EN SOIRÉE**  
Grande Salle de la Mutualité

avec le concours d'une pléiade d'artistes  
de la chanson, du cabaret, du cinéma

**RETENEZ CETTE DATE**  
et parlez-en autour de vous

~~~~~

FEDERATION ANARCHISTE

10^e REGION

(Basses-Pyrénées, Gers, Hautes-Garonnes, Hautes-Pyrénées,
Lot, Tarn, Tarn-et-Garonne.)

Toulouse (Midi-Pyr. et Libération) - Réunions les samedis
21 h. s., rue de Belfort. Discussion Congrès nat. et propa-
gande.

Fédération locale de Toulouse. - Les groupes sont priés
de nommer trois délégués pour la C.L. qui se réunira
les 22 février et 1^{er} mars.

Coucheard, secrét. SR 16 - Libéraire uoy (Noy)
Toulouse (GrosPELLIER). - Réunions les vendredis,
20 h. 30, Brasserie des Sports, rue de l'Armande. Dis-
cussion de l'ordre du jour du Congrès F. A.

11^e REGION

(Ariège, Aude, Aveyron, Haute-Loire, Pyr.-Orient.,
Narbonne. - Réunions les vendredis 20 h. 30, au local.

12^e REGION

(Alpes-Maritimes, Alpes-Alpes-Maritimes, Bouches-du-
Rhône, Corse, Gard, Hautes-Alpes, Var, Vaucluse.)

Cannes. Réunions les mercredis, 21 h. arrière-salle
des Mutilés. - rue du Commerce, 10 (r. d'Ornano).

La Grande Combe. - Permanence les dimanches de
10 à 12 h. au local. - Les Glades.

St-Antoine-Marselle. - Pétit à Volpi, campagne Mé-
diocrit, St-Antoine.

St-Jean. - 8600. - St-Jean-de-Mars. - 86000.